



Votre argent les intéresse !

Conseil Généraux, Conseils Régionaux,
Ministères : pourquoi se priver.

No comment !

Obséqueuses obsèques pour Bongo

Par THOMAS HOFNUNG LIBREVILLE, envoyé spécial

La Renault Safrane décoré d'un petit drapeau tricolore vient de se garer devant l'entrée du palais présidentiel de Libreville, où vont avoir lieu les obsèques nationales d'Omar Bongo Ondimba, le président du Gabon, décédé officiellement le 8 juin. La foule regroupée sous une large tente applaudit chaleureusement Jacques Chirac, qui en sort le premier. Mais subitement, des cris et des huées fusent : les mêmes viennent de reconnaître Nicolas Sarkozy, qui sort du véhicule par l'autre portière. «*Laissez le Gabon tranquille ! On est un pays souverain ! On ne veut plus de la France !*» hurlent des jeunes, agitant un petit drapeau à l'effigie du défunt président gabonais, Omar Bongo, sur lequel on peut lire ces mots : «*Merci pour tout.*» Un homme lance : «*On veut les Chinois !*» Venu en visite expresse au Gabon, hier, pour assister aux obsèques d'un dirigeant considéré comme le dernier héraut de la «*Françafrique*», le chef de l'Etat de l'ex-puissance coloniale - l'homme qui avait promis la rupture - est servi. Le voilà plongé dans les aléas de l'après-Bongo, resté au pouvoir durant quarante et un ans, avec la bénédiction de Paris. Alors qu'en coulisses les grandes manœuvres politiques ont commencé pour sa succession, certains Gabonais accusent la France d'avoir déjà choisi le fils, Ali Bongo, actuel ministre de la Défense. Quelques heures plus tard, après les dépôts de gerbes, les prières œcuméniques et les oraisons funèbres, Sarkozy assure : «*La France n'a pas de candidat, cette époque est totalement révolue.*» Il ne reste plus qu'à en convaincre les principaux intéressés.

Relation incestueuse

On ne prête qu'aux riches. Propulsé en 1967 à la tête du Gabon par l'éminence grise du général De Gaulle, Jacques Foccart, Omar Bongo a été longtemps cornaqué par Paris, avant de s'émanciper lentement mais sûrement, au point d'obtenir la tête de deux ministres français de la Coopération coupables d'insolence, le socialiste Jean-Pierre Cot en 1982 et Jean-Marie Bockel en mars 2008. Cette relation fusionnelle et incestueuse a mal fini. Attaqué en France pour détournement de fonds dans l'affaire des «*biens mal acquis*», le «*doyen*» des chefs d'Etat africain a vécu ses derniers jours dans un hôpital de Barcelone, à l'âge de 73 ans. La nouvelle de sa mort a été annoncée, suite à une fuite, par les médias français le 7 juin, vraisemblablement plusieurs heures avant que les autorités gabonaises ne se résolvent à confirmer son décès. Une preuve supplémentaire, aux yeux de certains à Libreville, de la duplicité des Français à l'encontre du «*vieux lion*».

Deux Airbus français

Hier, la France officielle était bien là pour lui rendre un dernier hommage. Mais, signe des temps, la délégation de Paris était à peine plus nombreuse que celle des Chinois, conduite par un vice-Premier ministre. Une dizaine de responsables politiques, c'est bien moins que le bataillon de présidents, de premiers ministres et de ministres qui s'étaient rendus, début 1994, à la basilique de Yamoussoukro pour les funérailles de l'ancien président ivoirien Félix Houphouët-Boigny. L'Afrique - ou plutôt la Françafrique - sent le soufre. *«C'est vrai, je me suis demandé si je devais venir, a confié Sarkozy à l'issue de la cérémonie. Mais si je n'étais pas venu, cela aurait été vécu comme une marque d'indifférence.»* Et d'ajouter en soupirant : *«Quand on n'est pas là, on est indifférent. Quand on est là, on s'ingère.»* En 2001, l'absence à Dakar des responsables français lors des obsèques de l'ancien président et académicien sénégalais Léopold Sedar Senghor avait fait scandale.

Hier, à Libreville, l'ancienne puissance coloniale avait donc dépêché son président en exercice, et son prédécesseur, au côté d'une quinzaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains. Durant la cérémonie, Sarkozy a fait assaut d'amabilités envers Jacques Chirac, peut-être inspiré par l'esprit rassembleur du défunt Bongo. Toutefois, les deux hommes avaient voyagé dans deux Airbus différents, dans la nuit de lundi à mardi, entre Paris et Libreville. Raison officielle : il n'y a qu'une seule chambre aménagée par avion. Hier, alors que Sarkozy zappait le défilé militaire pour regagner Paris au plus vite, Chirac avait choisi d'y assister, un geste apprécié par ses amis gabonais. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait suscité la polémique au lendemain de la mort du président gabonais en évoquant sa générosité envers l'ancien maire de Paris lors de la présidentielle de 1981, s'était fait excuser. C'était sans doute plus prudent.

Deux ministres ont fait le déplacement hier : le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, mais aussi Bernard Kouchner. Epinglé récemment pour avoir rédigé un rapport sur le système de santé gabonais grassement payé par Bongo, le chef de la diplomatie française n'a pas reculé devant l'obstacle. Une demi-douzaine de ministres de la Coopération - de Bernard Debré à Charles Josselin, en passant par Michel Roussin et Jacques Godfrain - étaient là également. Tout comme l'inévitable Patrick Balkany, l'ami du Président, ou encore Jacques Toubon. Le petit monde des «Africains» de l'Elysée résumait à lui seul l'ambiguïté persistante de la diplomatie française vis-à-vis du continent noir. Le conseiller de Nicolas Sarkozy, Bruno Joubert, et son prédécesseur sous Chirac, Michel de Bonnacorse, étaient en bonne place, mais tout près d'un homme qu'ils détestent cordialement : l'avocat Robert Bourgi, héritier des réseaux Foccart et toujours très actif dans la coulisse grâce à sa complicité avec Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée, lui aussi présent hier dans la capitale gabonaise.

Intrigues de palais

Derrière eux, on pouvait reconnaître Alain Bauer, l'ancien numéro 1 du Grand Orient de France. Omar Bongo, qui s'était converti à l'islam à la veille de l'entrée du Gabon dans l'Opep, était avant tout un franc-maçon. Tout comme une bonne partie des principaux responsables politiques du Gabon, ou le beau-père de Bongo, le président du Congo, Denis Sassou-Nguesso. Pour certains, le choix du candidat du parti au pouvoir, le PDG (Parti du peuple gabonais) se jouera, avant tout, au sein d'une loge à Libreville. Le fils Bongo, pourtant peu apprécié par une grande partie de la population, aurait les faveurs des frères de lumière. Hier, dans l'immense salle marbrée, c'est lui qui a prononcé l'oraison funèbre au nom de la famille, apparaissant comme le chef du clan. Cet homme trapu, marié à une Française, a promis solennellement de «*garder la flamme sacrée de l'harmonie familiale et de la concorde républicaine*». Une façon de prendre date. A la surprise générale, le Premier ministre gabonais a ensuite pris la parole pour appeler les Gabonais à l'unité, mais aussi pour fustiger les intrigues de palais. Comme s'il craignait d'être d'ores et déjà hors course. «*Un discours indécent*», a jugé un responsable français.

Indécente, la présence trop visible des industriels français l'aurait sans doute été. Hier, ils se sont faits discrets dans le monumental Palais du bord de mer. Le directeur général de Total a déposé une gerbe devant le cercueil d'un président qui avait fait les beaux jours d'Elf-Aquitaine. Loïc Le Floch-Prigent, l'ex-patron de la compagnie pétrolière, avait tenu, lui aussi, à faire le déplacement. Débarqué seul, presque dans l'anonymat, il était invisible hier. Les temps ont bien changé au Gabon.